

Pour sortir de la « Folle époque », il faut reconstruire une stratégie¹

Jean-Marie Harribey

janvier 2011

« Social et politique : dépasser la frontière ! Ce dépassement de la frontière est essentiel pour la construction d'une stratégie unifiée. »
Claire Villiers, *Les Temps nouveaux*, n° 1, Automne 2010, p. 109-118.

À la suite du mouvement social sur les retraites de 2010 et dans un contexte de crise européenne particulièrement aiguë, les questions stratégiques apparaissent cruciales pour parvenir à enrayer la série de défaites encaissées par les populations dont la protection sociale est réduite inexorablement et qui doivent subir en outre des plans d'austérité mis sur pied pour sauver la mise des banques, de la finance et, *in fine*, des classes possédantes.

Lorsque le mouvement social de l'automne dernier a pris fin, la proposition d'organiser des « carrefours de la transformation sociale et écologique » a été faite à Attac et à la Fondation Copernic par les animateurs de la campagne sur les retraites pour, après l'adoption de la loi démolissant un peu plus notre système de retraites, permettre de reprendre un débat public sur l'ensemble des thèmes que le mouvement social avait fait émerger et qui manifestaient du refus global de toutes les politiques néolibérales menées depuis tant d'années.

L'idée était donc d'approfondir sur le fond les ébauches de propositions alternatives sur la répartition des revenus, l'emploi, la qualité du travail, le sens du travail, l'égalité entre tous et notamment entre tous et toutes, un mode de développement non productiviste, la démocratie, etc. Elle était aussi de renforcer l'unité de tous les acteurs des mouvements sociaux après que nous eûmes constaté l'effet positif créé par l'appel Attac-Copernic « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » dans la mobilisation, à côté et en complément de l'intersyndicale. De plus, cette unité correspondait à une très grande aspiration de la population, et, dans ce cadre là, le rôle joué par les comités locaux d'Attac fut important.

Le conseil d'administration d'Attac réuni le 8 janvier 2011 n'a pas souhaité s'associer à cette nouvelle initiative avec la Fondation Copernic. Sa souveraineté n'est pas en cause mais sa décision doit être l'occasion d'amorcer une réflexion stratégique, pendant que l'altermondialisme est précisément à la recherche d'une stratégie bien plus que d'un inventaire de propositions thématiques aujourd'hui assez bien calibrées.

On peut laisser de côté, même si elles ne sont pas négligeables, les maladresses et les défauts d'explication à propos de cette proposition de carrefours qui vient d'être refusée, pour s'attacher à examiner les raisons de fond qui expliquent que les questions stratégiques sont mal posées, voire évitées. Et cela se vérifie depuis de nombreuses années au sein d'Attac et évidemment au sein de la société. De ce point de vue, Attac est logée à la même enseigne que le mouvement social dans lequel elle est plongée et elle est confrontée de la même manière à la difficulté de bâtir une stratégie. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas péril en la demeure : Attac n'est ni plus ni moins traversée que le mouvement social dans son ensemble par les contradictions de celui-ci. Ce qui suit est certes schématique et susceptible d'évoluer, mais il vise à participer à la discussion que viennent d'annoncer les coprésidents et dont l'objet ne doit pas être éludé.

¹ J'ai utilisé la formule de « Folle époque » dans une chronique de *Politis*, n° 1136, 20 janvier 2011, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/folle-epoque.pdf>.

Pour simplifier, trois éléments peuvent être repérés : la nature du système et de sa crise, les échecs des stratégies « historiques » de transformation sociale, la reconstruction d'une stratégie de conquête. Je ne fais que les énumérer parce qu'elles dépassent mes capacités de réponse et que le débat reste ouvert.²

1. La nature du système et de la crise

Pendant les dix premières années de son existence, Attac a peiné pour nommer le système économique et social qui nous mène à la catastrophe, et l'association a usé d'euphémismes qui marquaient une hésitation à analyser, comprendre et finalement critiquer sa logique profonde : mondialisation/anti-mondialisation, néolibéralisme/antilibéralisme, dictature des seuls marchés financiers, etc. Il a fallu la violence de sa crise globale pour qu'Attac nomme enfin le capitalisme par son nom. Que l'on se souvienne de la vivacité des discussions au moment du choix de la thématique de l'Université citoyenne de l'été 2009 (« Que faire du capitalisme ? » qui fut préféré à « Comment dépasser le capitalisme ? ») et au moment de la rédaction du rapport d'orientation pour l'assemblée générale de fin 2009 où la « nomination » du capitalisme fut contestée au sein du CA de l'époque. Aujourd'hui, la chose est clairement énoncée : la crise est « une crise systémique du capitalisme et une crise de civilisation »³.

Ces hésitations ne sont pas le propre d'Attac : elles sont bien sûr révélatrices de l'impensé de la plupart des acteurs dans la société à ce sujet après les échecs des révolutions du XX^e siècle et la victoire apparemment définitive du capitalisme et du marché prétendument auto-régulateur.

Cette question est aujourd'hui heureusement en partie déblayée parce que la notion de dépassement du capitalisme est réintroduite dans le débat politique. Mieux, elle est élargie à la mise en cause du modèle de développement productiviste que le capitalisme a évidemment impulsé mais que la transformation du régime de propriété ne suffirait pas à modifier. Là se trouve le fondement de ce qu'il est convenu d'appeler l'articulation ou l'imbrication de la « question sociale » et de la « question écologique » dont Attac est porteuse dès sa création, avec d'autres au sein de l'altermondialisme depuis le début des forums sociaux et de la contestation des politiques néolibérales, mais avec des tâtonnements, des hésitations et surtout des interrogations non tranchées sur : développement qualitatif/décroissance, transitions à opérer, temporalités différentes, place du marché dans un post-capitalisme, etc.⁴

La question est en partie déblayée également parce que, après une tentation que l'on a pu déceler dans les premières semaines de la crise, les fausses alternatives de « capitalisme vert » ou de « Green New Deal » sont apparues pour ce qu'elles étaient : des supercheries ou des illusions sur « le retour à un capitalisme vertueux débarrassé de la sangsue financière », ou sur « le retour à un capitalisme moral ». Et on peut quasiment remercier le G8, le G20, l'UE, le FMI, l'OCDE... d'avoir apporté la preuve que les maîtres du monde n'entendaient

² Je ne reprends pas ici tous les points que j'avais abordés dans des textes un peu plus anciens et que j'assume encore pour l'essentiel :

- « Divagation théorique, Digression politique, Débridage du neurone, Éléments d'analyse du mouvement anti/alter-mondialiste », 22 novembre 2003, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/alter-politique.pdf>.

- « Ébauche de contribution au débat sur la stratégie », 17 mai 2007, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/strategie.pdf>.

- « Le clown blanc et l'auguste », mai 2010, <http://www.attac.org/fr/blogs/jean-marie-harribey/6-01-2011/le-clown-blanc-et-lauguste>.

³ Communiqué d'Attac, « Attac au Forum social mondial de Dakar », 1^{er} février 2011, <http://www.france.attac.org/spip.php?article12187>.

⁴ Voir le livre d'Attac, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004, <http://www.france.attac.org/spip.php?article9665>.

pas du tout remettre en cause la circulation des capitaux, le libre-échange intégral, les paradis fiscaux, l'enrichissement des riches, etc. (voir encadré « Petit bout de parenthèse théorique »).

Tout cela commence à être éclairci, mais subsiste une première interrogation majeure : quelle(s) alliance(s) conclure entre les forces empreintes de « radicalité » et l'ensemble des forces « progressistes », au Nord comme au Sud, au sein du Nord et au sein du Sud, entre le Nord et le Sud ?⁵ Il faut préciser que cette interrogation, bien que concernant le monde dans sa globalité, se pose au quotidien au plus près de chez nous, en l'occurrence à l'échelon de notre pays et de l'Europe, puisque la contestation sociale en France contre la réforme des retraites et celle qui sourd contre les plans d'austérité dans la plupart des pays européens se heurtent, entre autres, à la difficulté de construire des alliances sociales permettant de faire reculer des gouvernements obtus car imbibés d'idéologie néolibérale et fondamentalement inféodés au capital. La défaite du mouvement social français à l'automne 2010 est largement due à l'impasse stratégique dans laquelle se sont enfermés syndicats et partis qui n'ont pas voulu voir que l'intransigeance du pouvoir exprimait sans vergogne et sans aucune pudeur le fait qu'il n'entendait tirer sa légitimité nullement d'une élection, encore moins de la rue, mais uniquement de la caution des marchés financiers et de leurs agences de notation. Une intersyndicale qui refusait de poser la question du pouvoir et de la légitimité de ceux qui le détenaient ne pouvait alors qu'échouer. Elle ne pouvait qu'échouer dès lors que les grands syndicats voulaient absolument éviter de faire de la retraite une question de société et s'agrippaient à l'idée qu'elle était une affaire exclusivement syndicale.⁶

Petit bout de parenthèse théorique : les deux faces d'une même pépite

La critique radicale de toutes les formes de domination en vue de rebâtir des stratégies d'émancipation humaine appelle une révision des dogmes anciens mais aussi de certaines nouvelles idées dont le caractère « néo » ou « post » ne serait pas moins paralysant.

Ainsi, la crise dite de civilisation, inédite par son ampleur et sa globalité, doit être analysée comme la résultante (résultante où on l'entend de deux forces) de contradictions « internes » au capitalisme et « externes » à lui. Les contradictions « internes » tiennent à la logique de transformation du travail en valeur pour grossir le capital, logique qu'on peut résumer par la formule : valorisation de la valeur-travail (avec un trait d'union) et dévalorisation de la valeur travail (sans trait d'union). Cette logique qui pousse inexorablement à transformer toute activité humaine en travail abstrait sous la forme *valeur pour le capital* entre en conflit avec la recherche permanente de l'élimination du travail vivant. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas d'un côté un capitalisme financier prédateur et de l'autre un bon capitalisme productif. Simplement, le capitalisme tend à conduire sa logique jusqu'au bout. D'où la caractérisation de la crise comme la manifestation de l'impossibilité radicale et définitive pour la finance de valoriser le capital sans exploiter la force de travail : la finance fétiche a été rattrapée par la loi de la valeur, plus précisément par la loi capitaliste de la valeur.⁷

Les contradictions « externes » au capitalisme proviennent des limites qui s'imposent à lui de l'extérieur, sans qu'il puisse rien y faire sauf à parier sur le progrès technique infini : ainsi, les limites de la planète et des ressources. Mais le capitalisme rencontre ces limites « externes » d'autant plus rapidement et plus terriblement qu'il pousse sa logique intrinsèque jusqu'à son paroxysme : tout marchander, tout transformer en objet de valeur et en support de valorisation. La conséquence est

⁵ Je renvoie notamment au livre de Gustave Massiah, *Une stratégie altermondialiste*, Paris, La Découverte, 2011.

⁶ La discussion que Christiane Marty, Thomas Coutrot et moi avons eue avec la direction de la CGT lors d'une rencontre en septembre 2010 était de ce point de vue sans ambiguïté.

⁷ La crise est le résultat d'un capitalisme qui a tenté de s'approcher de sa « pureté » la plus extrême, comme l'explique par ailleurs Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page deux, 2008. Voir aussi Attac (dir. J.M. Harribey et D. Plihon), *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et économe*, Paris, La Découverte, 2009, p. 17.

que deux écueils, miroirs l'un de l'autre sont à éviter : ou bien faire de l'écologie un appendice du social, un petit plus sans véritable portée, ou bien ne voir le social qu'à travers l'écologie qui surplomberait tout.

Aussi faut-il considérer que l'exploitation du travail et celle de la nature sont les deux faces d'une même pépîte : la diminution de la valeur par unité produite ne trouve à être compensée que par l'extension permanente du champ de l'accumulation, pour le dire simplement par la fuite en avant dans la croissance économique. Il ne faut donc pas voir, comme le font les tenants de la décroissance et nombre d'écologistes, la croissance comme une fin en soi, l'objectif ultime duquel tout se déduirait et qu'il suffirait d'abandonner ; la croissance est le moyen d'étendre la sphère de valorisation du capital et en même temps son antidote. Antidote funeste puisqu'il rencontre les limites écologiques.

Tout cela n'est pas que considérations théoriques, car cela a des conséquences politiques précises. Par exemple, dans la bataille sur les retraites, pourquoi avons-nous tant tenu à faire apparaître le mode de développement derrière le refus de « travailler plus ? Parce qu'il n'est pas question seulement de répartition de la valeur, mais de la production de celle-ci, de la nature de la production de celle-ci. Les deux aspects ne peuvent plus être dissociés.

Autre exemple : comment concevoir les biens communs et leur défense ? L'idée est que les biens naturels (eau, air...) ne sont pas *naturellement* des biens communs, ils le deviennent par construction sociale.⁸ D'où l'impérieuse nécessité de subvertir le système par ses deux bouts : le travail et la production de valeur d'un côté, la soumission de la nature à la production de valeur de l'autre. Ce qui n'a rien à voir avec l'économisme ou avec le cantonnement à l'intérieur de catégories anciennes, mais au contraire cela vise à les subvertir. C'est affirmer l'opposition irréductible entre l'exigence de toujours plus de valeur pour plus de valeur et une vie sociale « bonne ». Toute recherche pour trouver un « nouveau paradigme » qui ne prendrait pas ensemble ces « deux faces de la même pépîte » serait vouée à l'échec.

En dépit des essais passionnants de renouvellement de la critique sociale qu'elles représentent, je ne peux me reconnaître totalement dans la lecture « spinoziste » de Frédéric Lordon de l'exploitation, ni dans celle de la revue *Krisis* dont les thèses sont bien représentées en France par Anselm Jappe, et dont le mérite est de mettre l'accent sur la critique de la valeur mais sur une base qui reste profondément marquée par l'idée fautive selon laquelle la valeur réelle réside uniquement dans les marchandises *matérielles*.⁹ Autant les unes que les autres, ces tentatives méconnaissent à mon sens la richesse, la valeur, la monnaie et le marché, dont la confusion avec le capitalisme est patente.

À suivre...

2. L'échec des stratégies traditionnelles de transformation sociale

Pour le dire vite, toutes les révolutions du XX^e siècle ont failli pour au moins trois raisons : la négation de la démocratie comme fin et comme moyen, la confusion entre capitalisme et marché, l'illusion de la transformation des rapports de propriété sans toucher ni aux rapports sociaux ni au mythe du développement illimité des forces productives. Évidemment ces trois raisons sont liées et on les a retrouvées présentes dans tous les modèles politiques prétendant abolir ou dépasser progressivement le capitalisme : le modèle léniniste avec domination d'un parti d'avant-garde, et le modèle social-démocrate, dans toutes ses variantes (à l'anglaise avec le travaillisme, à la française avec la dualité et l'opposition courroie de transmission/charte d'Amiens, ou à la scandinave et à l'outre-rhénane avec les diverses formes de cogestion).

⁸ Voir J.M. Harribey, « Le bien commun est une construction sociale, Apports et limites d'Elinor Ostrom », *L'Économie politique*, n° 49, janvier 2011, p. 98-112, bientôt en ligne à <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/biens-collectifs.pdf>.

⁹ Voir J.M. Harribey, « La mariage de Marx et Spinoza », à paraître dans *La Lettre de la régulation* ; « Ambivalence et dialectique du travail, Remarques sur le livre de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* », *Contretemps*, n° 4, 4^e trimestre 2009, p. 137-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-postone.pdf>. Je proposerai prochainement une note de lecture sur A. Jappe, *Mort à crédit*, Fécamp, Lignes, 2011.

Aujourd'hui, et c'est une caractéristique essentielle de l'époque du capitalisme néolibéral, ces modèles sont totalement et définitivement obsolètes, non seulement parce qu'ils ont échoué politiquement mais aussi parce qu'ils se sont montrés incapables jusqu'à présent de faire prendre la greffe écologique sur leur arbre social, d'autant que leur arbre social est lui-même en voie de décomposition.

Inutile de s'étendre longtemps sur l'échec du modèle léniniste avec l'implosion de l'URSS et de ses satellites, et, ce qui nous concerne de plus près, sur l'échec et la quasi-disparition de la transposition de ce modèle dans les partis communistes, avec comme envers de ce décor en France une CGT sans boussole et inexorablement entraînée vers une acceptation tacite de l'idée qu'on ne peut (ne doit) pas affronter le pouvoir en place, à l'instar d'une CFDT installée depuis trente ans sur une ligne d'accompagnement complaisant des transformations du capitalisme. À cet égard, il faut noter que les points de fragilité du capitalisme actuel se logent moins qu'autrefois dans la concentration du prolétariat dans des centres industriels immenses, ce qui avait donné à celui-ci une grande force pendant des décennies, mais ils se logent désormais davantage dans les nœuds des réseaux indispensables à la circulation des marchandises, par exemple, les raffineries et les transports, mais qui faute de stratégie d'ensemble n'ont pu bloquer vraiment l'économie à l'automne 2010.

À côté de l'échec du modèle léniniste, la social-démocratie a disparu en tant que telle, et ce dans tous les pays où elle avait joué un rôle non négligeable au cours du XX^e siècle pour mettre en place des services publics et une protection sociale. Il ne reste plus que des formes plus ou moins atténuées de social-libéralisme. Ce modèle social-libéral n'arrive pas à trouver une base sociale alternative à celle sur laquelle s'appuie le néolibéralisme car leur base est potentiellement la même : petite bourgeoisie ou classes moyennes supérieures auxquelles la bourgeoisie financière fait miroiter l'enrichissement sans fin grâce aux marchés financiers, via placements, fonds de pension et déductions fiscales. En France, les tenants de ce modèle sont tiraillés entre le déplacement du discours social vers un discours moral (la fraternité à la mode Royal) et l'accompagnement « main de fer dans un gant de velours » de la restructuration du capitalisme (version Strauss-Kahn et assimilés), mais les deux espèces soit ont pris leur parti de la « fin de l'histoire » car le capitalisme a gagné, on ne peut pas tout faire, sous-entendu rien, façon Jospin ou Rocard, soit ne se cachent pas pour exprimer ouvertement un intérêt de classe, façon Strauss-Khan qui, avec un aplomb sans pareil, dit que le FMI pratique un politique de gauche en Grèce ou en Hongrie.

Depuis plus d'une décennie, l'altermondialisme cherche (et se cherche lui-même en même temps) une stratégie visant à dépasser les défaillances des modèles traditionnels. Pour l'instant, il est encore caractérisé par une base disparate et sans lien sociologique : couches condamnées à la disparition ou à la paupérisation (les paysans du monde entier, les exclus du salariat et les pauvres en son sein) ou bien couches dont la conscience reste souvent focalisée sur la consommation mais coupée des rapports de production, ou sur l'écologie mais peinant à rencontrer le social. Cependant, il y a un élément fédérateur positif, celui de la citoyenneté et de l'exigence démocratique, et il y a aussi l'affirmation de plus en plus grande de la voix des peuples du Sud, en particulier celle des peuples indigènes, qui modifie la manière dont sont appréhendées les contradictions du monde. Quelle nouvelle responsabilité nous incombe dans cette situation ?

3. Reconstruire une stratégie

Je n'aborde ici que deux questions qui taraudent Attac depuis sa création mais qui sont avivées par l'échec du mouvement social sur les retraites et par la manière de traiter la crise de l'Union européenne.

1) Le rapport au politique : l'articulation entre le pouvoir et les contre-pouvoirs

La décision récente du CA d'Attac de refuser les « carrefours de la transformation sociale et écologique » renvoie à la difficulté de concevoir un rapport au politique qui articule le pouvoir et les contre-pouvoirs.¹⁰

Cette difficulté n'est pas nouvelle dans l'histoire politique puisqu'elle fut l'un des points principaux, sinon le principal, ayant causé ruptures, scissions, recompositions, tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier. Elle est d'autant plus cruciale aujourd'hui que l'altermondialisme doit tirer les leçons des échecs des révolutions du XX^e siècle.

L'altermondialisme et, en son sein, Attac France justifient souvent leur refus d'intervenir dans le domaine politique parce qu'ils entendent être des contre-pouvoirs. Le pouvoir aux partis, les contre-pouvoirs dans les mains de la société civile. Cette idée selon laquelle le mouvement altermondialiste ne s'occupe pas, ne doit pas s'occuper, du pouvoir, mais que sa tâche est uniquement de construire des contre-pouvoirs, est assez répandue.

Cette dichotomie est-elle tenable et ne condamne-t-elle pas à une répétition des échecs passés ? N'est-elle pas contradictoire avec l'idée même de la démocratie, c'est-à-dire avec le pouvoir du peuple ? Car que signifierait le fait que le peuple s'organise seulement en contre-pouvoirs et ne puisse avoir ses propres organes de pouvoir ou, à tout le moins, contrôler en permanence ceux qui occupent le pouvoir ? Le fait qu'il existe des structures associatives (comme Attac) se situant en contre-pouvoirs ne doit-il pas être distingué du fait que les citoyens puissent être détenteurs de pouvoirs ?

Nous héritons en France d'une longue tradition qui a vu le syndicalisme par la Charte d'Amiens de 1906 s'affirmer comme autonome vis-à-vis des partis politiques, et aussi s'affirmer comme potentiellement capable d'assurer à lui seul le changement de toute la société comme l'exprimait le courant anarcho-syndicaliste.

Or cette question est à rouvrir aujourd'hui. Car le modèle léniniste de transformation de la société a échoué, celui de la social-démocratie aussi (ces deux modèles avaient pour point commun d'être centralisés), de même que la démarche plus basiste et décentralisée.

Toutes les forces qui aspirent au changement doivent accepter d'ouvrir une discussion sur cette question fondamentale. Le mouvement communiste du XX^e siècle s'est fracassé pour avoir cru résoudre la question politique en la confiant à une avant-garde. L'altermondialisme pourrait se fracasser pour avoir mis la tête dans le sable et éviter de se poser la question : qui gère et comment sont gérées les affaires de la cité ? Cette interrogation est d'autant plus importante qu'une raison supplémentaire s'ajoute aux éléments passés : l'évolution du capitalisme contemporain oblige à regarder d'un œil nouveau les relations entre les individus et la société, et entre les aspirations individuelles et celles qui se formulent dans des projets collectifs.

Nous sommes donc confrontés à la nécessité de réinventer une synergie entre les lieux de confrontation sociale, les lieux de luttes de classes, les différentes structures organisationnelles intervenant sur ces lieux et finalement entre tous les citoyens engagés pour transformer la société :

- synergie entre l'action syndicale et l'action associative : l'articulation entre revendications sociales et préoccupations écologiques en est un bon exemple ;
- synergie entre l'action des travailleurs et l'action citoyenne ;
- synergie entre la mobilisation sociale et les réponses politiques.

La discussion recoupe bien sûr celle des rapports entre la démocratie représentative et la démocratie participative. Rapports qui ne peuvent se réduire à une sorte de prise de relais entre contre-pouvoirs et pouvoir, bien résumée par cette formule ambiguë de « débouché

¹⁰ Je reprends ici quelques éléments que j'avais écrits en mai 2007 au sujet du rapport au pouvoir, à sa prise comme à son exercice.

politique des luttes sociales », alors qu'il devrait s'agir d'une traduction, d'une expression politique des luttes. L'expression « débouché politique » des luttes sociales est à éviter parce qu'elle sous-entend que l'action sociale devrait s'effacer quand commence l'action politique, entérinant une sorte de division du travail qui s'est historiquement révélée stérile. En France, tous les partis de gauche et d'extrême gauche parlent de débouché, chacun pensant évidemment être « le » débouché.

En revanche, il est nécessaire d'apporter des réponses politiques à des questions politiques posées par le mouvement social. Que nous a-t-il manqué pour gagner sur les retraites, en 2010 comme en 2003 ? Nous avons des réponses claires et crédibles sur le contenu et nous les avons peu à peu installées dans le débat public. Mais nous avons perdu sur la stratégie, c'est-à-dire sur la recherche du chemin commun, unitaire, permettant d'avancer.

La discussion recoupe enfin la question de la grève générale, c'est-à-dire de la mise en question centrale du pouvoir capitaliste, c'est-à-dire du politique au sens plein du terme. La grève générale correspond-elle à une époque révolue où la classe ouvrière traditionnelle occupait une place première dans le processus de production ou bien doit-elle être repensée à partir des nouveaux nœuds vitaux du système, sur lesquels les organisations syndicales ont moins de prise qu'ils en avaient autrefois dans les grandes industries mais dont elles ont le pouvoir de bloquer le soutien nécessaire à un élargissement ?

La bataille sur les retraites a montré un double mouvement qui ne doit pas être pris pour un paradoxe mais comme une caractéristique contradictoire en mouvement : la centralité du travail et en même temps la centralité de la mise en question du travail.

Il s'ensuit que l'interrogation politique est double : d'une part, sur quelles bases sociales fonder un projet (cf. ci-dessus) et, d'autre part, comment réinventer la politique et la démocratie, c'est-à-dire comment penser le pouvoir ?

On est loin de l'idée simple mais simpliste : on va interpellier nos élus. Certes, il faut interpellier nos élus, mais ce n'est pas ça réinventer la politique. N'ayons pas peur du politique parce que c'est le lieu du pouvoir. Si nous croyons en la capacité des humains de maîtriser leur destin, alors réinventer la politique signifie bâtir de nouveaux lieux et organes de pouvoir. Les quelques expériences historiques dont nous disposons démontrent que lorsque les travailleurs créent des organes de véritable pouvoir autogestionnaire, ceux-ci ne se situent plus du côté du contre-pouvoir mais du côté du pouvoir ; en revanche les syndicats restent et doivent rester des organes de contre-pouvoir même lorsque les travailleurs ont créé leurs organes de pouvoir.

C'était dans une telle perspective de reconstruction stratégique que s'inscrivait la proposition de « carrefours de la transformation sociale et écologique » : sortir des modèles traditionnels fondés sur le couple *division du travail-courroie de transmission entre sphère politique et société civile*. De quels atouts dispose Attac pour être acteur dans cette démarche et aussi quelles sont les difficultés ?

Au plan des atouts, Attac est, en France tout au moins, l'une des rares associations à pouvoir rassembler, dans tout le pays, d'autres associations, des syndicats et des partis politiques sur des objectifs éminemment politiques car comportant des enjeux de société. Cette position charnière est l'une des principales originalités d'Attac qui fait d'elle (et nos adversaires ne s'y trompent pas) une association politique de gauche mais non partisane car non engagée sur le terrain électoral et non engagée dans les tentatives de recomposition de la gauche. Et elle est perçue ainsi par tous nos partenaires qui, assez souvent, acceptent dans les régions et les localités d'être fédérés à l'initiative ou avec la caution d'Attac pour réfléchir et agir ensemble, souvent sur des thématiques globales, donc éminemment politiques (TCE en 2004-2005, retraites en 2003 et 2010).

Mais la vie n'étant pas toujours rose, tout cela ne va pas sans difficultés et risques pour nous. Risques d'être noyés, d'être utilisés, d'être instrumentalisés, d'être dispersés... Il n'empêche, la vocation d'Attac n'est pas à mon sens d'être une association de plus parmi d'autres, sur la finance, la protection sociale, les monnaies locales, les circuits courts en agriculture biologique, le climat ou l'écologie. Sa vocation est davantage de contribuer à fédérer ces initiatives partielles indispensables pour en faire des enjeux de société, c'est-à-dire politiques par leur potentialité de remise en cause des pouvoirs établis.

Aussi faut-il absolument dépasser des attitudes au mieux frileuses par rapport au travail à effectuer en partenariat chaque fois que c'est possible avec l'ensemble des acteurs de la société, au pire dangereuses parce qu'elles se caleraient, même involontairement, sur des slogans aussi dangereux que « tous pourris » ou « qu'ils s'en aillent tous ».

Si l'on en croit l'avant-projet de compte rendu du CA d'Attac du 8 janvier 2011, parmi les arguments ayant abouti au refus des « carrefours de la transformation sociale et écologique », il était dit que « le mouvement social ne peut pas contraindre les partis ». Cette affirmation est démentie par toute l'histoire sociale et politique depuis deux siècles ; et, si le mouvement social ne pouvait pas agir sur le politique, qui ou quoi le pourrait ? Cette affirmation doit sans doute être mise au compte des raccourcis d'une prise de notes rapide et je ne doute pas que cette formulation sera revue, mais qu'elle puisse être exprimée spontanément ainsi témoigne de la nécessité de clarifier le rapport du social au politique. En tout cas, un repli de l'association rendrait celle-ci quasiment invisible dans les prochains mois, alors que la crise et la bataille sur les retraites lui avaient redonné couleurs, dynamisme, regain d'audience et surtout reconnaissance de sa légitimité de « trait d'union » par tous ses partenaires.

2) La crise au sein de l'Union européenne et ses répercussions pour Attac

Il est fort possible que les difficultés pour concevoir une stratégie vis-à-vis de l'UE et de sa crise présentent quelques ressemblances avec celles rencontrées pour faire aboutir victorieusement une lutte sociale comme celle des retraites. Difficultés en termes d'alliances et en termes d'objectifs.

Il ne sert plus à grand chose de se féliciter d'avoir eu raison en dénonçant la construction néolibérale de l'UE et en prévoyant sa crise inéluctable. Il vaudrait mieux s'interroger sur les raisons pour lesquelles nous avons laissé s'échapper de nos mains la victoire référendaire de 2005. À l'époque, dans l'euphorie de cette victoire, on est passé un peu vite sur sa fragilité politique. D'abord, au moins un quart des votes « non » provenait de positions droitières, et même très droitières. Ensuite, le « non » dit de gauche recélait une fragilité qui s'est révélée plus tard. Et il existe de nombreux indices de cette fragilité : un de fond, le non marquait surtout un refus des traités (mais pas un refus d'Europe) plutôt qu'une proposition positive ; un autre indice, presque anecdotique tellement il était prévisible : Fabius, un des hérauts du non en 2005, soutient aujourd'hui Strauss-Khan pour la présidentielle de 2012. On est donc placé devant un problème de construction d'alliances qui ne peut être résolu sans un processus de débat approfondi en amont. Et il rejoint donc celui qu'a révélé le refus des « carrefours de la transformation sociale et écologique ». Comment peut-on imaginer qu'Attac puisse aider à la clarification du débat sur l'UE si l'association estime y parvenir par ses propres forces, en faisant fi des discussions-actions avec d'autres à la fois coopératives et contradictoires ?

En ce qui concerne les objectifs, la situation n'est pas moins paradoxale. N'importe quel observateur ne peut manquer d'être étonné, voire ahuri, devant l'âpreté des échanges sur la question européenne, notamment sur la liste électronique de la commission « Europe ». Alors qu'il existe un très large, sinon unanime, accord sur le caractère insoutenable de la construction européenne qui appelle une révision radicale, la controverse a pris un tour plus

aigu depuis que la zone euro est entrée en crise par la faute des politiques néolibérales et de la spéculation contre les États les plus fragiles. Cette controverse se déroule sous le nom de « pour ou contre la sortie de l'euro ». Est-on bien certain que cette manière de poser le problème est la bonne, ou tout au moins la seule possible ?

En effet, cette façon de poser le débat n'est-elle pas contradictoire en elle-même ? Les partisans de la sortie immédiate de l'euro soutiennent en même temps l'idée que l'évolution néolibérale de l'UE était déjà préparée dans le Traité de Rome. Il y a certainement du vrai dans ce jugement. « Le ver était-il dans le fruit ? » comme le suggérait aussi l'introduction du livre *L'Europe à quitter ou double*¹¹. Il se trouve que les traités et directives ultérieurs sont chaque fois allés en approfondissant cette dynamique. Mais, si cette histoire avait obéi et obéissait à un déterminisme implacable, si rien n'aurait pu ou ne pourrait faire dévier l'UE de cette trajectoire, à quoi servirait la sortie de l'euro puisque monnaie unique, monnaie commune ou rien du tout, la trajectoire était, est et sera inéluctable ? Il y a là un mystère à éclaircir que l'on peut encore exprimer ainsi : tout vient-il de l'euro ou des politiques précédant et entourant l'euro ?

Cette espèce d'énigme renvoie à un problème de temporalité qui croise celui des alliances. La question de la sortie éventuelle de l'euro se pose-t-elle en soi, hors de tout contexte, ou bien doit-elle être reliée à une situation particulière appelant un traitement spécifique ? Autrement dit, la question est-elle ouverte en permanence ou bien peut-elle s'ouvrir dans certaines circonstances précises ?

Ce n'est qu'après avoir clarifié ces principes premiers que l'examen des arguments de part et d'autre peut s'effectuer.

La pression des marchés financiers et l'exigence de taux d'intérêt de plus en plus élevés exigés des États qui subissent une spéculation sur le défaut de leur dette conduisent à se demander comment faire pour que ces États retrouvent des marges de manœuvre. Des marges de manœuvre vis-à-vis de qui, vis-à-vis de quoi ?

Vis-à-vis des pays étrangers ? Le fait de retrouver une monnaie nationale donne le droit de procéder à des dévaluations. Mais est-ce qu'une dévaluation résout un niveau de productivité éventuellement très inférieur ? Est-ce qu'elle facilite la coopération entre États ? Est-ce que l'impact de l'ajustement de change perdure quand il est imité ailleurs ? La réponse à ces trois questions est clairement non.

Des marges de manœuvre vis-à-vis des marchés financiers ? Une monnaie nationale abrite-t-elle mieux un pays de la spéculation qu'une monnaie unique et une monnaie commune mieux qu'une monnaie unique ? La réponse est donnée par l'histoire : lorsque la circulation des capitaux se fait sans entraves, les attaques spéculatives sont encore plus violentes envers les monnaies considérées comme appartenant à des États faibles. De plus, même en dehors des attaques spéculatives, on a vu, pendant la décennie 1980, puis pendant celle de 1990, le tournant néolibéral s'instaurer en France avec le franc souverain et avec l'écu monnaie commune après 1979. Et c'est précisément de 1982 à 1990 (avant que l'euro n'existe) que la part salariale dans la valeur ajoutée a chuté vertigineusement, marqueur premier du néolibéralisme.

Des marges de manœuvre vis-à-vis des groupes sociaux qui imposent leur intérêt de classe ? Curieusement cet aspect est assez absent du débat. Sortir de l'euro ne peut être considéré comme facilitant un desserrement de l'étau dans lequel le travail est enfermé par le capital. Remettre la création monétaire entre les mains de la Banque de France pour que celle-ci fasse la même politique monétaire que la Banque centrale européenne ne modifierait pas le rapport de force capital/travail.

¹¹ Attac (coord. J. Tosti), *L'Europe à quitter ou double*, Paris, Syllepse, 2009. Le même message était aussi contenu dans la conclusion de ce livre.

Or le problème essentiel est là. La sortie de l'euro, vue comme un préalable, risque donc de transformer un problème de classes en un problème de pays : dès lors, on aura une concurrence accrue entre pays, via les dévaluations compétitives en chaîne des monnaies sorties de la zone euro, en substitution au rapport de forces entre classes sociales. Les sorties individuelles successives de la zone risquent donc de déboucher sur un engrenage dont l'issue ne peut pas être une meilleure coopération mais au contraire la guerre économique et la guerre monétaire. Pire, il faut craindre qu'un gouvernement qui déciderait de sortir de l'euro tout en gardant une orientation néolibérale ne pourrait qu'approfondir la politique de rigueur anti-salariale et de remise en cause des droits sociaux, dans la mesure où il est vraisemblable que les taux d'intérêt exigés de cet État monteraient encore, et, dans un cercle vicieux infernal, le conduiraient à imposer une baisse supplémentaire des salaires qui aggraverait la récession, les déficits publics, la dette aggravée par la dévaluation puisqu'elle est libellée en euros, le service de la dette, etc.

Et on rejoint le problème évoqué plus haut au sujet de la défaite du mouvement social français sur les retraites : non seulement, il était important d'éviter un nouveau saccage des retraites, mais, en faisant reculer le gouvernement sur ce point, on aurait mis en échec la stratégie néolibérale sur un point décisif, l'accentuation de la financiarisation. En l'absence d'abandon des politiques néolibérales, revendiquer la sortie de l'euro, c'est risquer d'ajouter beaucoup de lanières au fouet qui frappe les travailleurs et les populations.

Nous sommes donc au cœur d'une question qui est avant tout stratégique et non pas d'une question théorique qui se limiterait à examiner dans l'absolu les avantages et inconvénients respectifs d'une monnaie commune et d'une monnaie unique, question sur laquelle il faut se pencher au début d'un processus mais qui est hors sol aujourd'hui. La difficulté est donc de savoir par quel bout prendre les choses concrètement et non pas de les examiner dans l'abstrait.

Retrouver des marges de manœuvre par des options compétitives ou coopératives, telle est l'alternative.¹² Sans budget européen véritable, sans fiscalité harmonisée vers le haut, sans limitation du mouvement des capitaux, le fait d'avoir une monnaie commune à la place d'une monnaie unique, *a fortiori* retrouver une monnaie nationale, ne fournirait aucune arme contre les politiques néolibérales de compétition. (voir l'encadré « Le débat avec Jacques Sapir »).

Je fais l'hypothèse que le point délicat se situe dans l'*amorçage* d'une stratégie de rupture avec la construction actuelle de l'UE. Jacques Sapir pense que le point de départ d'une telle rupture est la sortie de l'euro, condition nécessaire mais non suffisante, dit-il. À une sortie de l'euro comme préalable, il me semble préférable d'imposer des choix radicaux avec un autre préalable qui serait la restructuration de la dette, voire son annulation, tellement elle est illégitime¹³. La crise que provoquerait cette décision permettrait d'ouvrir un débat et un chantier politiques pour poser les ruptures qui devraient suivre :

- la monétisation des déficits publics ;
- la socialisation du secteur bancaire ;
- les freins très forts à la circulation des capitaux (taxation des transactions financières) ;
- la fiscalité sur les revenus du capital et de limitation des écarts de revenus ;

¹² Michel Husson a bien exprimé cette alternative dans « Quelles réponses progressistes ? », *Les Temps nouveaux*, n° 1, Automne 2010, p. 71-76.

¹³ Voir D. Plihon, « Faut-il restructurer les dettes souveraines européennes ? », Note pour les « économistes atterrés, janvier 2011 ; D. Plihon, « Sortir du piège de la dette en Europe », *Politix*, n° 1137, 27 janvier 2011 ; J.M. Harribey, « Le mystère de la chambre forte », janvier 2011. La notion d'illégitimité d'une dette a été posée dans un autre contexte, celui de la dette extérieure des pays du Sud. Sa transposition est possible car la montée des dettes publiques est due à deux raisons principales : structurellement, par la baisse régulière de la fiscalité sur les riches qui peuvent alors acheter les titres publics (moins d'impôts et plus de rentes) ; et les États ont sauvé les banques de la crise.

- la RTT et la défense de la protection sociale et des services publics ;
- les investissements de reconversion écologique.¹⁴

Toutes ces mesures seraient en contradiction flagrante avec les traités européens. Elles ouvriraient un conflit majeur avec les institutions de l'UE. En particulier, l'annonce d'une annulation au moins partielle de la dette publique (attaque directe contre les rentiers) en préalable aux autres mesures est de nature à ouvrir ce conflit sur des bases présentant beaucoup moins d'inconvénients qu'une sortie de l'euro en préalable au reste. Il faut souhaiter ce conflit en l'accompagnant d'une négociation avec d'autres pays pour qu'ils adoptent des mesures similaires, et en l'assortissant au bout d'une menace sérieuse de sortie de l'euro.

Si nous sommes persuadés que toutes les « réformes structurelles » que mène le capitalisme dans sa phase néolibérale ont pour but de satisfaire les marchés financiers et de les rassurer quand ils s'affolent, alors il faut en tirer les conséquences : les frapper au cœur (le cœur étant ici le portefeuille), c'est-à-dire frapper en son cœur la rente financière en annulant les dettes publiques, totalement pour les pays les plus atteints par la débâcle financière et au moins partiellement pour les autres. Cela devient même urgent tellement la pression s'accroît. L'Allemagne est en train d'imposer à tous les pays la disparition de l'indexation des salaires sur l'inflation¹⁵, l'âge de la retraite à 67 ans, la flexibilité du travail maximale, le contrôle des politiques budgétaires après avoir mis la main sur la politique monétaire. Et Sarkozy veut introduire dans la constitution française une règle d'équilibre des finances publiques. Les menaces sont proférées sans plus aucune retenue : « Nous ne tolérerons plus que des États membres, par une mauvaise politique, favorisent les problèmes structurels et minent leur propre compétitivité. », a déclaré le ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble en promettant de « renforcer sensiblement la surveillance des politiques économiques et budgétaires dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance ». On remarquera le « sensiblement »¹⁶... Devant tant de bienveillance et de sollicitude impérialistes, on peut être persuadé que remettre les clés de la création monétaire et de la politique monétaire entre les mains d'une Banque de France qui obéirait, après la sortie de l'euro, aux mêmes ordres que l'actuelle BCE ne modifierait pas grand chose.

Dans ces conditions, comment amener un gouvernement de gauche à être radical ? *Luttes sociales + stratégie d'unification de tous les acteurs du mouvement social*. Et pour cela imposer dès aujourd'hui, en amont de toute échéance électorale, un débat profond sur les enjeux de société, en toute indépendance par rapport aux tactiques proprement partidaires. Tel était, tel est le sens des « carrefours de la transformation sociale et écologique ».

Avant de disparaître, Claire Villiers nous a laissé un message qui disait : « *Pour moi, ce dépassement de la frontière est essentiel pour la construction d'une stratégie unifiée, quels que soient les lieux d'où nous partons. Pour échapper à l'emprise des marchés, on peut agir à différents moments ou situations : comme salarié dans une entreprise, comme consommateur, comme élu dans une institution, etc. C'est une exigence de transversalité de l'action. On a vécu longtemps dans une espèce de hiérarchie, de division du travail, où le parti est dominant. C'est le résultat des débats du mouvement ouvrier, tranchés dans les années 1920. Le syndical et l'associatif font des propositions. Mais pour une cohérence d'ensemble, on découvre une frontière avec le "politique".* »¹⁷

¹⁴ Voir M. Husson, « Quelles réponses progressistes ? », *op. cit.* ; et J.M. Harribey, « Il faut coincer les serial killers », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/atterre.pdf>, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2010/12/03/il-faut-coincer-les-serial-killers/#more-151>.

¹⁵ Dans la zone euro, la Belgique, le Luxembourg et le Portugal conservent encore ce type d'indexation.

¹⁶ W. Schäuble, « Inventons un outil juridique pour garantir la stabilité de la zone euro », *Le Monde*, 4 février 2011.

¹⁷ C. Villiers, *op. cit.*, p. 111.

C'est à ce « dépassement de frontières » qu'Attac pourrait contribuer et c'est une stratégie différente que celle qui consisterait à devenir un parti ou à gérer la recomposition des partis existants ou que celle qui se contenterait de regarder ce spectacle du dehors...

Le débat avec Jacques Sapir

Parmi les économistes de gauche, Jacques Sapir est celui qui, depuis longtemps, argumente avec le plus de constance et de cohérence en faveur de la sortie de l'euro.¹⁸ Il convient de situer la véritable divergence. Elle n'est pas dans l'inventaire des avantages/inconvénients dans l'absolu d'une monnaie commune ou unique. Elle ne porte pas non plus sur la nécessité pour chaque État de retrouver des marges de manœuvre en termes de politique économique¹⁹, et encore moins sur l'exigence de démocratie au sein de chaque pays et au sein de l'UE. En particulier, personne parmi nous ne doute de la nécessité de mettre toutes les banques centrales sous contrôle démocratique et la création monétaire au service de la société et non à celui de la finance spéculative. On pourrait allonger la liste des points d'accord, notamment en soulignant que, quelle que soit l'origine théorique des économistes hétérodoxes participant à ce débat monétaire, plutôt keynésienne, plutôt marxienne ou les deux à la fois, tous reconnaissent l'importance de la monnaie dans la société. De ce point de vue, la « compréhension de la monnaie comme une institution importante mais dont le rôle doit être apprécié en conjonction avec d'autres institutions, comme la nature des relations sociales (la confiance), ou les structures de l'appareil productif », comme l'écrit Jacques Sapir », ne se modifie pas parce qu'on change l'échelon de l'émission monétaire, national ou continental. Autrement dit, le rôle de la monnaie dans le rapport social fondamental entre capital et travail pour le partage de la valeur ajoutée ne changerait pas de nature si on sortait de l'euro ou si on y reste : la gestion de la monnaie resterait un enjeu par rapport à l'accumulation du capital en contradiction avec un autre modèle social. Pour le dire dans les termes de Jacques Sapir, il n'est pas besoin d'adhérer à la thèse « essentialiste » de la monnaie pour regarder avec prudence la question de la sortie de l'euro.²⁰

Jacques Sapir avance trois arguments en faveur de la sortie de l'euro qu'il énonce, semble-t-il, par ordre croissant d'importance.

Le premier est que les restrictions budgétaires et les régressions sociales prennent appui sur l'euro. Dans un tableau il indique par pays les ampleurs de la restriction budgétaire indispensable pour stabiliser la dette publique : apparaît alors l'écart entre le choc nécessaire en Allemagne et celui en Grèce, les deux pays les plus éloignés. Or ces indications ne constituent en rien une preuve que la sortie de l'euro atténuerait ces écarts. De plus, l'argumentation de Jacques Sapir ne postule-t-elle pas implicitement que, pour stabiliser une dette souveraine, il n'y a qu'une solution, celle des gouvernements actuels : restreindre les budgets publics ? Je n'imagine pas que Jacques Sapir mésestime la nécessité d'une réforme fiscale en profondeur, avec quelque monnaie que ce soit.²¹

Le deuxième argument est qu'une monnaie unique implique des transferts budgétaires pour combler les différences économiques entre pays. Or, dit Jacques Sapir, les divergences se sont accrues

¹⁸ Voir entre autres sa note du 20 janvier 2011 en « Réaction aux contributions de Catherine Samary et Pierre Khalfa ».

¹⁹ Voir le premier chapitre du livre d'Attac, *L'Europe à quitte ou double*, op. cit. ; et aussi une contribution plus théorique : J.M. Harribey, « Les chemins tortueux de l'orthodoxie économique », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/chemins-orthodoxie.pdf>.

²⁰ La thèse dite « essentialiste » de la monnaie a été développée depuis trente ans par Michel Aglietta et André Orléan qui, pour rejeter à juste titre la vision classique de la neutralité de la monnaie, considèrent que la monnaie concentre en elle toute la violence sociale et de ce fait représente la totalité du lien social. Aussi, selon ces deux auteurs, il n'est plus besoin de théorie de la valeur puisque la monnaie exprime le désir de posséder ce que possède l'autre. Jacques Sapir, dans *Les trous noirs de la science économique, Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent*, Paris, Albin Michel, 2000, a critiqué cette approche et montré que la monnaie n'était pas le lien social mais un lien social. Je partage cette critique, mais elle ne peut servir ici à fonder théoriquement la sortie de l'euro.

²¹ Voir Attac (V. Drezet), *Pour un « big bang fiscal »*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

depuis l'introduction de l'euro. C'est juste mais c'est précisément parce que les transferts ont été supprimés. La concomitance entre l'introduction de l'euro et la suppression des transferts ne peut pas être tenue pour une implication logique déterministe de l'une à l'autre.

Le troisième argument de Jacques Sapir sort, à juste titre, du domaine étroit économique pour se situer dans le registre plus politique. Il s'énonce en deux parties : 1) les institutions sont le produit de la lutte des classes ; 2) cela se déroule dans un cadre clos, celui de l'État-nation. On donnera acte à Jacques Sapir de la première partie de l'énoncé. Mais quid de la seconde ? La mondialisation du capital, la mise au service de la rente financière de toutes les institutions étatiques et supra-étatiques, la construction de l'UE elle-même ne portent-elles pas la lutte des classes à un niveau dépassant un cadre « clos » ? Le fait que le salariat et les mouvements sociaux des différents pays composant l'UE n'aient pas réussi jusqu'ici à coordonner suffisamment leurs luttes pour imposer d'autres logiques est exact mais ce n'est pas une preuve que les luttes de classes ne peuvent, ne pourront et surtout ne *doivent* se mener qu'au niveau national. Mais, objectera sans doute Jacques Sapir, les mouvements sociaux n'y sont jamais parvenus. Certes, mais ce n'est pas l'euro qui a empêché le mouvement social *français* sur les retraites de vaincre Sarkozy. Et le fait de mettre en doute la sortie actuelle de l'euro n'équivaut pas à un passeport pour faire « mouvement vers des structures fédérales, dans le contexte actuel » selon ses mots.

Il se pourrait donc bien que les trois arguments de Jacques Sapir soient fragiles logiquement parlant. Peut-être même que les deux premiers sont des constructions *a posteriori* pour justifier le choix politique contenu dans le troisième, qui est au demeurant parfaitement respectable, mais qui est alors une hypothèse politique parmi d'autres, ne relevant pas d'une démonstration mais d'un choix normatif.

Dans ces conditions, s'il faut asseoir des propositions économiques sur des choix politiques, il est légitime de mettre en regard les différents choix possibles. Entre la marche forcée vers le libéralisme et le repli national, il y a peut-être place, pendant un temps dont on ne peut prévoir aujourd'hui la durée, pour une démarche institutionnelle combinant représentation européenne et représentation nationale.